

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1918.

Projet de loi sur la réparation des dommages résultant
des faits de la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un arrêté-loi du 23 octobre 1918 a reconnu aux Belges le droit à la réparation, par la Nation, des dommages résultant des faits de la guerre — sans préjudice des recours que l'État peut exercer en vertu du droit des gens. Un autre arrêté-loi du même jour a réglé la constatation et l'évaluation des dommages aux biens et la constatation des dommages aux personnes. Deux arrêtés-lois postérieurs, donnés respectivement les 11 et 12 novembre 1918, ont organisé, d'une part, la cession et la mise en gage du droit à la réparation et, d'autre part, le paiement d'allocations provisionnelles en matière de dommages aux biens.

Tout en prenant ces arrêtés-lois, le Roi avait cru devoir différer jusqu'à la libération du territoire la détermination précise des limites et des modalités du droit à la réparation ainsi solennellement proclamé; il Lui avait paru, en effet, que cette détermination ne pouvait se faire dans l'ignorance des études poursuivies à ce sujet dans la partie occupée du pays, de l'étendue des dommages et des ressources disponibles, et sans la collaboration du Parlement.

Sans se dissimuler la gravité et la complexité de la tâche qu'il entreprend, le Gouvernement estime ne pouvoir retarder l'examen des mesures à prendre pour permettre la réparation de dommages dont la persistance augmenterait encore les souffrances causées par la guerre, empêcherait le réveil de l'activité économique et entretiendrait dans le pays un état de malaise et d'inquiétude qu'il importe d'éviter.

Le Gouvernement soumet donc aux Chambres un projet qu'il croit pouvoir servir de base à leurs délibérations, tout en faisant appel à la collaboration de tous les membres du Parlement pour y apporter les améliorations dont il est susceptible; c'est surtout, en effet, sur des questions comme celles-ci, qui intéressent à la fois d'innombrables intérêts privés autant que la reconstitution économique du pays, que s'impose une collaboration particulièrement intime entre les trois branches du pouvoir législatif.

Ce projet qui vous est présenté dans ces conditions comprend quatre chapitres.

I.

Le chapitre 1^{er} détermine les bénéficiaires des indemnités et les dommages qui donnent droit à celles-ci.

Appliquant le principe proclamé par le premier arrêté-loi du 23 octobre 1918, le projet limite aux personnes physiques et juridiques, de nationalité belge, le bénéfice de la loi. Il énonce ensuite certaines mesures destinées à éviter que des indemnités ne soient attribuées à des sociétés commerciales qui, tout en étant de nationalité belge, servent, en réalité, d'autres intérêts en raison de la prédominance d'éléments étrangers dans leur direction, leur administration ou leur capital. Assurément, le système proposé, susceptible d'ailleurs d'amendements, peut léser des intérêts belges respectables; mais, quel que soit le soin apporté par le législateur à l'accomplissement de sa mission, il lui est impossible d'échapper à certains heurts, et il doit fréquemment, comme dans l'espèce actuelle, de deux maux choisir celui qui lui paraît le moindre pour l'ordre public.

L'article premier prévoit la conclusion de traités de réciprocité qui entraîneraient l'assimilation complète aux Belges des ressortissants des États avec lesquels ces traités interviendraient; en ce qui concerne les sociétés commerciales, cette disposition a notamment pour conséquence de permettre, en vue de l'application de la loi, d'ajouter à la participation belge dans la direction, l'administration ou le capital, la participation des ressortissants des États avec lesquels un traité de réciprocité aurait été conclu.

L'alinéa final du même article exclut du droit à la réparation ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation pour crime ou délit contre la sûreté de l'État ou pour avoir servi les intérêts ennemis; le Gouvernement, en proposant cette disposition, se conforme aux mesures déjà prises par les Gouvernements précédents vis-à-vis des Belges qui ont oublié leurs devoirs les plus stricts, et propose ainsi une des mesures annoncées vis-à-vis de ces criminels par le discours du Trône.

L'article 2 précise les dommages qui donnent droit à réparation.

Ce sont exclusivement les dommages matériels à l'exclusion du dommage moral.

Il faut ensuite que ces dommages résultent d'une atteinte directe au patrimoine par l'une des mesures ou l'un des faits considérés, c'est-à-dire

qu'il faut un lien direct de cause à effet entre l'une de ces mesures ou l'un de ces faits et la lésion patrimoniale; ce lien une fois établi, toutes les conséquences dommageables de cette lésion sont réparées, mais dans la mesure seulement où elles dérivent de cette lésion, sans l'interposition d'aucun facteur étranger (fait de la victime, fait d'un tiers, cas fortuit). En d'autres termes, le projet a entendu adopter, par analogie, l'interprétation donnée par la doctrine et la jurisprudence à l'article 1382 du Code civil sur le dommage résultant de la faute délictuelle et quasi délictuelle et qui doit être réparé.

Le projet écarte le dommage indirect et incertain qualifié de : perte de revenus, manque à gagner, privation de bénéfices, etc.

Il est à remarquer que le n° 3 de l'article 2 a une portée générale et qu'en reproduisant l'expression adoptée dans l'intitulé du Titre IX du Livre II du Code pénal, il vise tous les attentats à la propriété mobilière comme à la propriété immobilière.

Les articles 3 et 4 établissent certaines exceptions.

Il n'est pas possible, en effet, de prévoir dans une seule loi les dommages complexes qui résultent des faits de la guerre; le texte actuel n'envisage ces dommages qu'en tant qu'ils concernent ces faits. Une loi particulière, dont le projet sera incessamment déposé, réglera la réparation des dommages résultant de la perte de la vie humaine, des lésions corporelles, des infirmités ou des maladies ainsi que de la privation de la liberté par l'ennemi pour fait politique. Il doit en être d'autant plus ainsi que la réparation de ces dommages est liée étroitement à des questions qui intéressent le sort des veuves, des orphelins et des invalides de guerre; à cet égard, une réforme de notre législation sur les pensions militaires s'impose et sera également proposée sans retard au Parlement.

D'autre part, le Gouvernement a mis à l'étude les mesures à prendre pour la restauration de la prospérité nationale; dans cet ordre d'idées, il examine s'il convient et dans quelle mesure il est possible, dès à présent, d'assurer une indemnité pour la perte des revenus ou de certains d'entre eux; notamment pour le dommage résultant de la suspension du travail; le Gouvernement prépare la législation relative à l'assistance dont ont besoin les différents facteurs de la vie économique (patrons, employés et ouvriers) pour la reprise de leur activité.

II.

Le chapitre II fixe les bases de l'évaluation des dommages.

C'est ici que se posent les questions relatives au remploi de l'indemnité.

En principe, cette indemnité est calculée d'après la valeur du bien, c'est-à-dire de l'élément patrimonial détruit, endommagé, réquisitionné ou enlevé à la date du 1^{er} août 1914 ou à celle de son acquisition pendant la guerre. Mais la réparation du dommage de guerre n'est pas seulement une question d'intérêt privé; elle intéresse la Nation tout entière, et celle-ci doit

veiller à ce que la Patrie voie renaître sa puissante vie industrielle, agricole et commerciale d'autrefois, autant qu'elle doit retrouver son caractère artistique et nous dirons même sa physionomie accoutumée.

C'est pour répondre à ce vœu que le projet attribue à celui qui reconstitue le bien détruit dans les conditions que déterminent les articles 5 et suivants, une prime de emploi dont le projet indique les bases et dont les Tribunaux et Cours des dommages de guerre fixeront le montant. C'est dans le même esprit encore que l'article 9 permet le emploi à la majorité des copropriétaires, au nu propriétaire, à l'usufruitier, à l'emphytéote et même au créancier.

Comme l'application pure et simple de cette disposition aux matières premières, produits finis et marchandises en magasin, permettrait aux industriels et commerçants de réaliser un bénéfice injustifié, — puisqu'ils vendront eux-mêmes aux prix actuels ces biens ainsi reconstitués, l'allocation des frais supplémentaires de emploi est, pour cette catégorie de biens, limitée à la quantité nécessaire pendant la période de remise en activité, qui a été évaluée à trois mois d'activité normale, celle-ci étant déterminée par la moyenne des trois dernières années qui ont précédé la guerre.

Quant aux meubles pour lesquels la reconstitution est moins indispensable et plus hypothétique, le projet laisse aux juridictions compétentes le soin d'apprécier s'il y a lieu d'allouer une indemnité complémentaire et quelle en sera l'étendue.

L'indemnité de emploi est d'ailleurs, dans son application, susceptible de modalités diverses. Elle a donné lieu, au Parlement français, à de longs débats, qui ne sont pas encore terminés; le compte rendu de ces discussions et les documents publiés à cette occasion constituent des éléments utiles pour la mission qui attend nos Corps législatifs.

Quant aux titres au porteur, le projet évite de parler de emploi parce que le Gouvernement aura à envisager d'une manière complète la situation créée à ceux qui en ont été dépossédés par suite des faits de la guerre; cette situation est toute spéciale et nécessite, en effet, une législation organique.

L'article 11 interdit le cumul des indemnités pour dommages de guerre avec toutes autres reçues à l'occasion des mêmes faits.

III.

Le chapitre III règle le paiement de l'indemnité.

Ce paiement doit être assuré dans le plus bref délai possible; mais il va de soi qu'il est subordonné aux possibilités financières qui ne peuvent, dès à présent, être déterminées avec exactitude. C'est pourquoi il a paru nécessaire de dire qu'il importait de laisser au Gouvernement le soin de fixer les délais de paiement par la voie d'un arrêté royal.

Il a paru indispensable aussi de veiller au emploi de l'indemnité complémentaire en ne la versant que par des acomptes et en rendant sujettes à répétition les sommes qui n'auraient pas été employées.

IV.

Le chapitre IV détaille diverses dispositions relatives à l'interdiction du cumul, aux frais généraux de reconstitution tels que déblaiement, alignement, etc.

Le Gouvernement n'a pas cru devoir proposer l'abrogation des lois actuellement existantes sur la responsabilité de l'État et d'autres administrations publiques à raison de faits prévus par le présent projet. Cette abrogation ne présenterait quelque intérêt que si on lui donnait effet rétroactif, mesure extrême et toujours dangereuse puisqu'elle peut supprimer des droits légitimement acquis.

Les articles 16 et 18 ont pour but de favoriser l'application de la loi spécialement en ce qui concerne la reconstitution économique du pays; à cette fin, d'une part, la loi prévoit la création de sociétés, entre les sinistrés, pour la reconstruction des biens détruits ou endommagés; il lui a paru que semblables organismes seraient d'une grande utilité pratique et réaliseraient rapidement le but poursuivi; d'autre part, le projet institue au Ministère des Affaires Économiques une Commission spéciale qui pourra au besoin se subdiviser en Commissions provinciales et qui aura pour objet d'assurer une application méthodique de la loi, de hâter autant que possible la reconstitution des biens détruits ou endommagés et de prendre toutes les mesures utiles aux sinistrés. Pour la mise en œuvre de semblables organismes, le Gouvernement aurait recours aux lumières de techniciens spécialistes, capables de le conseiller efficacement dans la mission dévolue à l'Office des dommages de guerre, obéissant ainsi au principe qui a donné naissance à l'institution des Conseillers de Gouvernement. Il croit, en effet, que la restauration du pays nécessite le concours de toutes les bonnes volontés et une union de plus en plus étroite entre les multiples facteurs de la prospérité nationale.

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

**Projet de loi sur la réparation des
dommages résultant des faits de
la guerre.**

**Wetsontwerp op de berstelling der
schade voortspuitende uit de oor-
logsfeiten.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Article unique.

Notre Ministre des Affaires Écono-
miques présentera, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

CHAPITRE I.

**Des bénéficiaires des indemnités,
et des dommages qui donnent
droit à celles-ci.**

ARTICLE PREMIER.

Sont seules admises à l'exercice du
droit à réparation, les personnes phy-
siques ou juridiques de nationalité
belge.

Les sociétés commerciales qui veulent
bénéficier de la présente loi doivent
démontrer qu'elles ont été constituées
en Belgique, qu'elles y ont leur prin-
cipal établissement administratif et
qu'elles étaient administrées et dirigées,
tant au 1^{er} août 1914 qu'au jour de la
promulgation de la présente loi, par
des personnes dont la majorité est de
nationalité belge; cependant ces socié-
tés n'ont point droit à une indemnité
suivant la présente loi, si l'État belge

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Eenig artikel.

Onze Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken zal, in Onzen naam, bij
de Wetgevende Kamers het ontwerp in-
dienen, waarvan hierna de inhoud :

HOOFDSTUK I.

**Personen recht hebbende op ver-
goeding, en schade welke op
vergoeding recht geeft.**

EERSTE ARTIKEL.

Worden alleen gerechtigd hun recht
op herstelling uit te oefenen, de perso-
nen of vereenigingen met rechtspers-
oonlijkheid, van Belgische nationaliteit.

De handelsvenootschappen die voor-
deel willen trekken uit onderhavige wet,
moeten bewijzen dat zij in België opge-
richt werden, dat zij daar hun bestuur-
lijke hoofdinrichting hebben en dat zij
zoowel op 1 Augustus 1914 als op den
dag van de afkondiging van onderhavige
wet beheerd en bestuurd waren door
personen, in meerderheid van Belgische
nationaliteit; deze vennootschappen
hebben evenwel geen recht op eene ver-
goeding volgens onderhavige wet, in-

démontre que la majorité du capital de ces sociétés et éventuellement des titres et parts bénéficiaires émis par elles, était détenue par des étrangers, soit au 1^{er} août 1914, soit au jour de la promulgation de la présente loi.

Les ressortissants des États avec lesquels la Belgique conclura un traité pour la réparation des dommages causés par la guerre, sur la base de la réciprocité, seront assimilés aux Belges pour l'application de la présente loi.

Sont exclus du droit à la réparation, ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation du chef d'infraction aux arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 avril 1917 et aux dispositions du Titre I^{er} du Livre II du Code pénal, ainsi que les sociétés commerciales dont les administrateurs, gérants ou directeurs auraient encouru semblable condamnation et qui auraient tiré profit de leurs agissements. Tout paiement, provisionnel ou définitif, qui leur aura été effectué sera sujet à répétition. En cas de poursuite répressive sur pied des arrêtés-lois susvisés, la procédure de constatation et d'évaluation des dommages dont ils demandent la réparation, de même que l'allocation et le règlement des indemnités provisionnelles ou définitives, seront suspendues jusqu'au jugement définitif rendu sur l'action publique.

ART. 2.

Donnent droit à réparation, les dommages matériels résultant de l'atteinte directe portée, sur le territoire de la Belgique, aux biens meubles et im-

dien de Belgische Staat bewijst dat het grootste gedeelte van het kapitaal dezer vennootschappen en desvoorkomend van de titels en van de winstaandeelen door haar uitgegeven, in bezit was van vreemdelingen, hetzij op 1 Augustus 1914, hetzij op den dag van de afkondiging van onderhavige wet.

De onderdanen der Staten waarmede België een verdrag met wederzijdsche begunstiging zal sluiten voor de herstelling van de schade veroorzaakt door den oorlog, zullen gelijk gesteld worden met de Belgen, voor wat de toepassing van onderhavige wet geldt.

Hebben bij uitsluiting geen recht op vergoeding zij, die veroordeeld geweest zijn wegens overtreding van de wet-besluiten van 10 December 1916 en van 8 April 1917 en van de schikkingen van Titel I van Boek II van het Strafwetboek alsmede de handelsvennootschappen waarvan de beheerders, leiders of bestuurders dergelijke veroordeling zouden opgelopen en voordeel uit hunne handelingen zouden getrokken hebben. Alle betaling bij voorbaat of eindbetaling hun gedaan, zal kunnen terugopgeëischt worden. In geval van rechtsvervolging tot beteugeling op voet van voormelde wet-besluiten zullen rechtspleging ter bestatiging en ter raming der schade waarvan zij herstelling vragen alsmede toekenning en uitbetaling van de op voorbaat verstrekte vergoeding of van de eindvergoeding opgeschorst worden totdat eene einduitspraak over het openbaar gedaan zij.

ART. 2.

Geeft recht op herstelling : de stoffelijke schade voortspruitende uit den rechtstreekschen aanslag gepleegd, op Belgisch grondgebied, op de roerende

meubles d'une personne déterminée à l'article premier ci-dessus, par :

1° Des mesures prises ou des faits accomplis pour la défense ou la libération du territoire de la Belgique, soit par le Gouvernement belge, soit par un Gouvernement allié, soit par un agent de l'un de ces Gouvernements;

2° Des mesures prises ou des faits accomplis à l'occasion de la guerre sur terre, sur mer et dans l'air, par les puissances ennemies ou l'un de leurs agents ou ressortissants, quel que soit le but de ces mesures ou de ces faits.

Les dommages éprouvés à la suite de l'une des mesures ou de l'un des faits ci-dessus énoncés sont présumés résulter de cette mesure ou de ce fait, sauf la preuve contraire à rapporter par l'État belge;

3° Des crimes et délits commis contre les propriétés par des personnes étrangères aux armées belges, alliées ou ennemies, à la faveur de la désorganisation des pouvoirs publics résultant de la guerre.

ART. 3.

Ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi, les dommages résultant :

1° De la perte de la vie humaine, des lésions corporelles, des infirmités ou des maladies, ainsi que de la privation de la liberté par l'ennemi pour fait politique. La réparation de ces dommages fait l'objet d'une loi particulière;

2° De la privation des revenus professionnels ou autres pendant la guerre.

en onroerende goederen van een bij artikel 1 hierboven bepaald persoon :

1° Door maatregelen getroffen of door daden gepleegd voor de verdediging of de bevrijding van België's grondgebied hetzij door de Belgische Regeering, hetzij door eene verbondene Regeering, hetzij door een agent van eene dezer Regeeringen;

2° Door maatregelen genomen of door daden gepleegd ter gelegenheid van den oorlog te land, te water of in de lucht, door de vijandelijke mogendheden of door een van hunne agenten of onderdanen welke ook het doel van deze maatregelen of deze daden zijn.

De schade ondergaan ten gevolge van eene van vóórmelde maatregelen of daden worden aanzien als voortspuitende uit dien maatregel of uit die daad, tenzij de Belgische Staat het tegenstrijdig bewijs aanvoere;

3° Door misdaden of vergripen bedreven tegen eigendommen, door personen welke niet behooren tot de Belgische, of verbondene of vijandelijke legers, waarbij de uit den oorlog voortvloeiende desorganisatie der openbare machten werd te baat genomen.

ART. 3.

Geeft geene aanleiding tot de herstelling waarmede onderhavige wet zich bezig houdt, de schade voortspruitende :

1° Uit het verlies van het leven, uit lichamelijke letselen, gebrekkelijkheden of ziekten, alsmede uit de berooving van de vrijheid door den vijand wegens een politiek feit. De herstelling van deze schade zal het voorwerp uitmaken van een bijzondere wet;

2° Uit de berooving van bedrijfs- of andere inkomsten tijdens den oorlog.

Une loi particulière réglera les mesures à prendre pour la restauration de la vie économique.

ART. 4.

Ne donnent pas davantage droit à la réparation organisée par la présente loi, les peines appliquées par l'ennemi en vertu des lois pénales belges pour infractions de droit commun. Quant aux peines appliquées par l'ennemi pour des infractions autres que celles prévues à l'alinéa précédent et qui n'ont pas un caractère politique, les Cours et Tribunaux des dommages de guerre apprécient, d'après les circonstances, si le montant des peines pécuniaires doit être remboursé aux personnes qui les ont subies.

CHAPITRE II.

De l'évaluation des dommages.

ART. 5.

Pour les immeubles par nature et par destination, si la victime du dommage s'oblige à reconstituer le bien détruit, endommagé, réquisitionné ou enlevé dans la commune ou dans un rayon à déterminer par les Cours et Tribunaux des dommages de guerre, le dommage est évalué en tenant compte du coût de cette reconstitution au moment où elle sera effectuée. L'engagement sera pris sous la forme d'une déclaration écrite déposée en mains du président du Tribunal des dommages de guerre, au plus tard lors de la comparution fixée par l'article 35 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918; les Cours et Tribunaux des dommages de guerre fixent les délais dans lesquels la reconstitution doit être

De voor de herstelling van het economisch leven te treffen maatregelen zullen bij bijzondere wet geregeld worden.

ART. 4.

Geven evenmin recht op de herstelling waarvan sprake in onderhavige wet : de straffen toegepast door den vijand krachtens de Belgische strafwetten wegens overtreding van het gemeene recht. Wat de straffen betreft, toegepast door den vijand wegens andere overtredingen voorzien in voorgaande alinea en welke niet van politieke aard zijn, zullen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade oordeelen, volgens de omstandigheden, of het bedrag der geldelijke straffen dient terugbetaald aan de personen wien ze werden opgelegd.

HOOFDSTUK II.

Raming der schade.

ART 5.

Voor de onroerende goederen nitteraard en door bestemming, zou het slachtoffer van de schade het op zich neemt het vernield, beschadigd, opgevorderd of weggenomen goed te herstellen, in de gemeente of in een door de Hoven en Rechtsbanken voor oorlogsschade te bepalen gebied, wordt de schade geschat, rekening houdende met de kosten dezer herstelling op het oogenblik dat zij zal gedaan worden. De verbintenis zal worden genomen onder vorm van eene schriftelijke verklaring afgeleverd aan den voorzitter van de Rechtbank voor oorlogsschade ten laatste bij de verschijning bepaald bij artikel 35 van het wet-besluit van 22 October 1918; de Hoven en Recht-

terminée et, éventuellement, la réexploitation entamée.

Ils prescrivent en outre toutes les mesures utiles pour assurer l'emploi de l'indemnité à la reconstitution et la réexploitation.

Si la victime du dommage ne prend pas cet engagement ou si elle ne reconstitue et n'exploite pas le bien dans le délai, à l'endroit et aux conditions déterminées, fût-ce par force majeure, cas fortuit, fait du prince, ou décision du Tribunal, l'indemnité est fixée d'après la valeur au 1^{er} août 1914 ou si ce bien a été acquis ultérieurement, d'après sa valeur au moment de son acquisition.

Le Tribunal pourra, sur avis conforme du Commissaire de l'État, soit interdire le emploi, soit en faire une condition de l'octroi de toute indemnité, même de celle prévue à l'alinéa précédent.

ART. 6.

S'il s'agit de monuments civils ou culturels, l'indemnité consiste dans les sommes nécessaires à la reconstruction d'un édifice présentant le même caractère, ayant la même importance, la même destination et offrant les mêmes garanties de durée que l'immeuble détruit. Cette importance et ces garanties sont déterminées, sur la demande des intéressés ou d'office, par la Commission royale des Monuments.

En cas de contestation, il est statué par le Tribunal des dommages de guerre.

banken voor oorlogsschade bepalen den tijd, waarin de herstelling dient vol eindigd en het bedrijf desvoorkomend opnieuw dient aangevangen.

Zij schrijven bovendien al de gepaste maatregelen voor om het besteden der vergoeding tot de heropbouw of tot het opnieuw aanvangen van het bedrijf te verzekeren.

Zoo het slachtoffer van de schade die verbintenis niet aangaat of het goed niet herstelt noch uitbaat binnen den tijd, op de plaats en op de voorwaarden welke werden bepaald, ware het bij overmacht, toeval, eigenmachtige optreding, of beslissing van de Rechtbank, dan wordt de vergoeding bepaald naar de waarde op 1 Augustus 1914 of indien dit goed nadien werd aangeworven, naar de waarde op het oogenblik van de aanwerving.

Op eensluidend advies van den Staatscommissaris zal de Rechtbank hetzij de herbesteding verbieden, het zij er eene voorwaarde van maken voor het verleen van alle vergoeding, zelfs die voorzien bij voorgaand alinea.

ART. 6.

Geldt het burgerlijke gebouwen of gebouwen gebruikt voor erediensten, dan bestaat de vergoeding in de sommen noodig tot de heropbouw van een gebouw van denzelfden aard en van dezelfde gewichtigheid, met dezelfde bestemming, en dezelfde waarborgen van duur als het vernield gebouw opleverende. Deze gewichtigheid en deze waarborgen worden bepaald op aanvraag der belanghebbenden of van ambtswege door de Koninklijke Commissie van gebouwen.

Bij betwisting wordt er uitspraak gedaan door de Rechtbank voor oorlogsschade.

Le Ministre des Sciences et des Arts statue, après avis favorable de la même Commission, sur la conservation et la consolidation des ruines et éventuellement sur la reconstruction, en leur état antérieur, des monuments présentant un intérêt national, d'histoire ou d'art. Des subventions, à ce destinées, sont inscrites à un chapitre du Budget du Ministère des Sciences et des Arts.

Si la reconstruction n'est pas autorisée sur l'emplacement des ruines, l'indemnité comprend les sommes nécessaires à l'acquisition du nouveau terrain.

ART. 7.

Dans les entreprises industrielles et commerciales, il n'est tenu compte du coût de la reconstitution des matières premières, produits finis et marchandises en magasin enlevés, détruits, réquisitionnés ou détériorés, qu'à concurrence de la quantité de ces matières, produits et marchandises nécessaires à l'exploitation de ces entreprises pendant une période de trois mois d'activité normale; celle-ci est déterminée par la moyenne des trois dernières années qui ont précédé la guerre. Pour le surplus de ces matières, produits et marchandises, il est tenu compte de leur valeur au 1^{er} août 1914 ou au moment de leur acquisition, si elle a été faite pendant la guerre.

ART. 8.

Les dommages causés aux biens meubles non compris dans l'article précédent, seront évalués au 1^{er} août 1914

De Minister van Wetenschappen en Kunsten maakt, naar gunstig advies van dezelfde Commissie verordeningen, omtrent de bewaring en de stutting van de puinen en, desvoorkomend, omtrent de heropbouw, in den vorigen staat van de gebouwen met nationaal belang op het gebied van geschiedenis of van kunst. Daartoe bestemde toelagen worden ingeschreven in eene afdeeling van de Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Zoo de heropbouw niet wordt toegelaten op de plaats der puinen, be draagt de vergoeding de sommen noodig tot den aankoop van het nieuw bouwterrein.

ART. 7.

Voor nijverheids- en handelsbedrijven wordt er geen rekening genomen van kosten van het opnieuw samenstellen van grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren, welke werden weggenomen, vernield, opgeëischt of beschadigd, dan tot het bedrag van de hoeveelheid dezer stoffen, producten en koopwaren noodig tot het uitbaten van deze ondernemingen gedurende drie maanden normale bedrijvigheid; deze wordt bepaald door de gemiddelde bedrijvigheid tijdens de drie laatste jaren, welke den oorlog hebben voorafgegaan. Voor de bijkomende grondstoffen, producten en koopwaren, wordt er rekening gehouden met hunne waarde op 1 Augustus 1914 of op het oogenblik hunner aanwerving, zoo deze tijdens den oorlog plaats had.

ART. 8.

De schade berokkend aan de roerende goederen, niet vervat in voorgaand artikel, zal geraamd worden op 1 Augustus

ou au jour de leur acquisition si elle est postérieure à cette date.

Toutefois il sera loisible au Tribunal d'allouer à la victime une indemnité complémentaire pour les meubles compris dans les catégories suivantes :

1° L'outillage industriel, commercial ou agricole, même non immeuble par destination ;

2° Les bestiaux, même non immeubles par destination, ainsi que les engrais, semences, récoltes et produits divers nécessaires à la remise en culture jusqu'à la prochaine récolte ;

3° Les meubles servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice de la profession ;

4° Les meubles meublants.

L'indemnité complémentaire ne sera allouée que sous la condition du emploi en nature et ne pourra jamais dépasser la valeur des objets au jour de l'évaluation.

ART. 9.

Si parmi les copropriétaires d'un bien, ceux qui constituent la majorité en valeur déclarent vouloir effectuer le emploi, celui-ci est de droit ; l'indivision est alors prorogée pour une période de cinq ans au maximum à dater de la reconstitution de la chose détruite, sur la demande des copropriétaires qui déclarent vouloir effectuer le emploi.

Le emploi est également de droit s'il est voulu, soit par le nupropriétaire, soit par l'usufruitier ou l'emphytéote.

tus 1914 of op den dag hunner aanwerving, zoo deze na dezen datum plaats had.

Evenwel, staat het aan de Rechtbank vrij, aan het slachtoffer of aan dezes rechthebbenden of rechtverkrijgenden eene bijkomende vergoeding te verleenen voor de roerende goederen vervat in volgende soorten :

1° De nijverheids, handels- of landbouwwerktuigen zelfs zijnde geene onroerende goederen door bestemming ;

2° Het vee zelfs zijnde geen onroerend goed door bestemming, alsmede de meststoffen, zaden, oogsten en verschillende producten noodig tot de herneming van den akkerbouw tot den naasten oogst ;

3° De roerende goederen gebruikt bij handels- of beroepsbedrijf ;

4° Het stoffearend huisraad.

De bijkomende vergoeding zal slechts verleend worden op voorwaarde harer herbesteding in natura en zal nooit de waarde der voorwerpen op den dag der raming mogen te boven gaan.

ART. 9.

Indien zij, onder de mede-eigenaars van een goed, die de meerderheid in waarde voorstellen, verklaren tot de herbesteding te willen overgaan is deze rechtens verplichtend ; het gemeenschapelijk bezit wordt alsdan verlengd voor een tijdstip van hoogstens vijf jaar te rekenen van af de herstelling van het vernield goed, op aanvraag der mede-eigenaars die verklaren tot de herbesteding te willen overgaan.

De herbesteding is insgelijks rechtens verplichtend zoo zij gewild is, hetzij door den bezitter van het bloot eigendom, hetzij door den vruchtgebruiker of door den erfpachter.

Le créancier privilégié, hypothécaire ou antichrésiste ne peut s'opposer au remploi, ni exiger le paiement de sa créance en argent, qu'à l'échéance fixée par le contrat initial, prorogée, sans frais, d'une période correspondant à l'interruption de la jouissance.

Les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, les usufruitiers, les emphytéotes, les titulaires d'un droit réel d'usage ou d'habitation ont leurs droits reportés sur la chose reconstituée.

En cas de non-remploi, les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, ainsi que les créanciers chirographaires peuvent, avec l'autorisation du Tribunal des dommages de guerre, donnée en Chambre du Conseil après avis du Commissaire de l'État, le débiteur entendu, et en souscrivant aux conditions du remploi aux lieu et place du débiteur, être subrogés dans les droits attribués à ce dernier par la présente loi pour la reconstitution de leur gage. Le bénéfice de cette subrogation n'appartient aux étrangers en Belgique que dans les conditions prévues au § 3 de l'article premier.

Les créanciers ne peuvent exercer l'action qui leur est réservée qu'après un délai de quinze jours à compter de la mise en demeure faite par eux à leur débiteur. Au cas de demande introduite par l'ayant droit, l'intéressé en est avisé

De bevoorrechte schuldeischer, de hypotheekgever of de schuldeischer bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, mag zich niet tegen de herbesteding verzetten, noch in geld de betaling eischen van zijne schuldvordering dan op den vervalltermijn bepaald bij de aanvangsovereenkomst, kosteloos verlengd met een termijn overeenkomende met de opschorsing van het vruchtgebruik.

De rechten der bevoorrechte schuldeischers, der hypotheekgevers of der schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, der vruchtgebruikers, der erfpachters, der titularissen van een werkelijk recht van gebruik of van woonzijn overgedragen op het nieuw samengesteld voorwerp.

Bij niet-herbesteding, mogen de bevoorrechte schuldeischers, de hypotheekgevers of de schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, alsmede de onbevoorrechte schuldeischers, met de toelating van de Rechtbank voor oorlogsschade, toelating gegeven in Raadskamer, na advies van den Staatscommissaris, den schuldenaar gehoord hebbende, en mits in plaats van den schuldenaar te onderschrijven aan de voorwaarden van de herbesteding, vervangen worden in de rechten bij onderhavige wet aan dezen laatste voor de herstelling van hun pand toegekend. Het voordeel van deze vervanging behoort niet aan de vreemdelingen in België dan in de voorwaarden voorzien bij § 3 van artikel 1.

De schuldeischers mogen den hun voorbehouden eisch niet uitoefenen dan na eenen termijn van vijftien-dagen, te rekenen van af de invertoestelling gedaan door hen aan hunnen schuldenaar. In geval van eisch, ingediend door

par les soins du greffier du Tribunal ou de la Cour des dommages de guerre.

En cas de non-emploi, l'indemnité est attribuée aux créanciers privilégiés hypothécaires ou antichrésistes, suivant leur rang, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse.

Les oppositions au paiement doivent être formées dans le mois qui suivra la fixation définitive de l'indemnité. Passé ce délai, les paiements effectués sont valables.

Si l'immeuble est grevé de droits d'usage ou d'habitation ou de services fonciers, l'indemnité est répartie entre le propriétaire et les titulaires de ces droits, au prorata de la valeur relative de leurs droits respectifs.

ART. 10.

Lorsqu'il est établi que des mesures ont été prises ayant pour objet d'empêcher l'extension ou l'aggravation des dommages, tant immobiliers que mobiliers, une indemnité peut être accordée par le Tribunal des dommages de guerre en remboursement intégral ou partiel des dépenses dûment justifiées qui ont été effectuées à titre conservatoire.

ART. 11.

Les indemnités attribuées par la présente loi ne peuvent se cumuler avec aucune autre indemnité reçue à l'occa-

den rechthebbende, wordt deze den belanghebbende ter kennis gebracht door het toedoen van den griffier van de Rechtbank of van het Hof voor oorlogschade.

Bij niet-herbesteding, wordt de vergoeding toegekend aan de bevoorrechte schuldenaars, aan de hypotheekgevers of aan de schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, volgens hun rang, zonder dat er eene bijzondere machtiging noodig zij.

Het verzet tegen de betaling dient aangeteekend, binnen de maand volgende op de eindbepaling der vergoeding. Eens deze termijn verstreken, zijn de gedane betalingen geldig.

Zoo het onroerend goed belast is met gebruiks- of woonrechten of met grondrechten, wordt de vergoeding verdeeld tusschen den eigenaar en de uit deze rechten baat trekkende personen naar de verhouding van de betrekkelijke waarde hunner wederzijdsche rechten.

ART. 10.

Wanneer er vastgesteld is dat er maatregelen werden genomen om de uitbreiding of de verzwaring van de zoowel aan onroerende als aan roerende goederen aangerichte schade te beletten, mag eene vergoeding toegestaan worden door de Rechtbank voor oorlogschade in algemeene of gedeeltelijke terugbetaling van behoorlijk gerechtsvaardigde uitgaven, welke bij wijze van bewaring werden gedaan.

ART. 11.

De vergoedingen toegekend bij onderhavige wet mogen niet verlcend worden wanneer er reeds eene andere vergoeding

sion des mêmes faits, sauf toutefois les sommes allouées pour la construction d'abris provisoires.

werd verleend ter gelegenheid van dezelfde feiten; evenwel komen voor het bouwen van tijdelijke dekkingen toegekende sommen hierbij niet in aanrekening.

CHAPITRE III.

Du paiement de l'indemnité.

ART. 12.

Le Gouvernement fixera, par arrêté royal et selon les possibilités financières, les délais de paiement des indemnités tant provisionnelles que définitives.

Le paiement est effectué sur production d'une expédition du jugement ou de l'arrêt et d'un certificat délivré, tant par le greffier de la Cour des dommages de guerre que par celui de la Cour de cassation, constatant que cette décision n'a été l'objet d'aucun recours dans le délai légal.

Chaque fois qu'il y aura lieu à remploi, l'indemnité sera payée de la manière suivante :

La moitié à l'expiration du délai fixé par l'arrêté royal ;

Le solde sur justification des travaux effectués ou des fournitures livrées.

Les sommes payées sous condition de reconstitution et qui n'auraient pas été remployées à cette fin seront sujettes à répétition.

CHAPITRE IV.

Dispositions diverses.

ART. 13.

Le bénéfice de la présente loi ne peut

HOOFDSTUK III.

Betaling der vergoeding.

ART. 12.

De Regeering zal bij koninklijk besluit en volgens de financieele mogelijkheden, de betalingstermijnen bepalen zoowel van de bij voorbaat te verleen vergoedingen als van de eindvergoedingen.

De betaling geschiedt op vertoon van een afschrift van het vonnis of van het besluit en van een zoowel door den griffier van het Hof voor oorlogsschade als door dien van het Verbrekingshof afgeleverd bewijsschrift, dat vaststelt dat deze beslissing niet het voorwerp geweest is van eenig verhaal in den wettelijken termijn.

Telkens dat er aanleiding tot herbesteding zal bestaan, zal de vergoeding volgender wijze betaald worden :

De helft bij het verstrijken van den termijn, voorzien bij voorgaand alinea ;

De slotbetaling op indiening van het bewijs dat de werken werden uitgevoerd of de leveringen gedaan.

De op voorwaarde van heropbouwning betaalde sommen welke tot dit doel niet zouden aangewend worden, zijn heropeischbaar.

HOOFDSTUK IV.

Verschillende schikkingen.

ART. 13.

Het bij onderhavige wet verstrekt

être cumulé avec celui d'aucune autre loi relative à la responsabilité de l'État et des administrations publiques.

ART. 14.

Les frais de déblaiement, de délimitation, d'alignement et de nivellement des voies publiques sont à charge de l'État.

ART. 15.

Les sociétés civiles ayant pour objet la reconstitution des biens détruits, endommagés, réquisitionnés ou enlevés par faits de guerre peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales en se soumettant aux dispositions des lois du 18 mai 1873, 26 décembre 1884, 22 mai 1886, 16 mai 1901 et 25 mai 1913 coordonnées.

ART. 16.

Sont déchus de tout droit à l'indemnité, ceux qui n'auront pas remis la demande d'évaluation au bourgmestre, conformément à l'article 27 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE V.

Commission des dommages de guerre.

ART. 17.

Il est institué, au Ministère des Affaires Économiques, une Commission des dommages de guerre, chargée de déterminer toutes les mesures de nature à atténuer le préjudice subi par les sinistrés ou à hâter la reconstitution

voordeel mag niet te zamen genoten worden met dit van elk andere wet, betreffende de aansprakelijkheid van den Staat en van de openbare besturen.

ART. 14.

De kosten van ontruiming, afbakening, rooijing en waterpassing van de openbare wegen vallen ten laste van den Staat.

ART. 15.

De burgerlijke vennootschappen welke de heropbouw van bij den oorlog vernielde, beschadigde, opgevorderde of weggenomen goederen ten doel hebben, mogen, zonder hun burgerlijk karakter te verliezen, den vorm aannemen van handelsvennootschappen mits de schikkingen na te komen van de samengeordende wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1884, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901 en 25 Mei 1913.

ART. 16.

Blijven vervallen verklaard van alle recht op de vergoeding, zij, die niet de aanvraag tot raming aan den burgermeester zullen afgeleverd hebben, overeenkomstig artikel 27 van het wetbesluit van 23 October 1918, binnen de zes maand, volgende op de afkondiging van onderhavige wet.

HOOFDSTUK V.

Commissie voor oorlogsschade.

ART. 17.

Er wordt bij het Ministerie van Staatshuishoudkundige Zaken een Commissie voor oorlogsschade aangesteld belast met al de maatregelen te bepalen, welke van aard zijn het aan den geteisterden berokkend nadeel te verzachten of de

des biens détruits ou endommagés, de favoriser le groupement des sinistrés dans le but de réaliser cette reconstitution dans des conditions aussi favorables que possible, de veiller à ce que les sinistrés soient à même de se servir de tous les matériaux pouvant être utilisés en vue du rétablissement des choses détruites ou détériorées, de contrôler l'emploi par les sinistrés des sommes mises à leur disposition à titre de secours en vue de la reconstitution des biens.

ART. 18.

Cette Commission se compose de cinq membres au moins, plus un secrétaire, nommés par arrêté royal. Elle est présidée par le Ministre des Affaires Économiques ou son délégué.

ART. 19.

Un arrêté royal règle le fonctionnement de la Commission et fixe les jetons de présence alloués à ses membres ainsi que l'indemnité attribuée au secrétaire.

ART. 20.

Le Roi peut, en outre, instituer des Commissions provinciales de dommages de guerre dont il détermine la composition et le fonctionnement.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

heropbouw der vernielde of beschadigde goederen te bespoedigen, de groepeerings der geteisterden ter verwezenlijking in zoo gunstig mogelijke voorwaarden der heropbouw te begunstigen, te zorgen dat de geteisterden in staat worden gesteld om zich te bedienen van al de bouwstoffen welke kunnen gebruikt worden om de vernielde of beschadigde voorwerpen te herstellen, het gebruik na te zien welke de geteisterde maken van de sommen welke, met het oog op de heropbouw der goederen, hun als hulpgeld ter beschikking werden gesteld.

ART. 18.

Deze Commissie bestaat uit minstens vijf leden en uit eenen secretaris, benoemd bij koninklijk besluit. Zij is voorgezeten door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken of door dezes gemachtigde.

ART. 19.

Bij koninklijk besluit wordt de werking van de Commissie geregeld en de aan hare leden toegekende presentiepenningen alsmede de aan den secretaris verleende vergoeding bepaald.

ART. 20.

De Koning mag bovendien provinciale Commissies voor oorlogsschade aanstellen waarvan hij de samenstelling en de werking zal bepalen.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Économiques,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1918.

Wetsontwerp op de herstelling der schade voortspruitende
uit de oorlogsfeiten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij een wet-besluit van 23 October 1918 is aan de Belgen het recht op herstelling door de Natie van de uit de oorlogsfeiten voortspruitende schade erkend geworden — onverminderd het verhaal dat de Staat krachtens het volkenrecht kan uitoefenen. Bij een ander wet-besluit van denzelfden datum, werd de vaststelling en de raming van de schade aan goederen en de vaststelling van de schade aan personen verordend. Bij twee latere wet-besluiten, onderscheidenlijk den 11ⁿ en den 12ⁿ November 1918 gegeven, werd eensdeels de afstand en de pandgeving van het recht op de herstelling en anderdeels de betaling van op voorbaat te verleenen steun in zake schade aan goederen ingericht.

Bij het nemen van deze wet-besluiten had de Koning gedacht tot de bevrijding van het grondgebied de nauwkeurige bepaling te moeten verdagen van de grenzen en de modaliteiten van het recht op de herstelling, welke alzo plechtig werd verkondigd. Het had hem, inderdaad, toegeschenen dat deze bepaling niet mocht geschieden, in de onkundigheid van de studiën, welke in het bezet gedeelte van het land dienomtrent werden doorgezetz, van den omvang der schade en der beschikbare hulpmiddelen en zonder de medewerking van het Parlement.

Zonder zich de gewichtigheid en de ingewikkeldheid te verbergen van de taak welke zij aanvat, is de Regeering van meening het onderzoek niet te mogen uitstellen van de te treffen maatregelen ten einde de herstelling van schade mogelijk te maken, waarvan het verder voortbestaan nog het

door den oorlog verwekte lijden vermeerderen de ontwaking van de economische bedrijvigheid beletten en een staat van ongemak en kommer in het land onderhouden zou, welke dient vermeden.

Ook dient de Regeering bij de Kamers een ontwerp in, welk zij denkt dezer beraadslagingen tot grondslag te kunnen dienen, terwijl zij beroep maakt op de medewerking van al de leden van het Parlement om aan dit ontwerp de verbeteringen toe te brengen waarvoor het vatbaar is; het is, inderdaad, vooral voor vraagstukken als onderhavige, welke met een ontelbare private belangen zooveel als 's lands economische herstelling betreffen, dat eene inzonderheid nauwe medewerking van de drie takken der wetgevende macht zich opdringt.

Dees ontwerp dat u in deze voorwaarden wordt voorgelegd behelst vier hoofdstukken.

I

Hoofdstuk I bepaalt de rechthebbenden op vergoedingen en de schade welke op deze vergoedingen recht geven.

Bij toepassing van het bij het eerste wet-besluit van 23 October 1918 afgekondigd beginsel, beperkt het ontwerp het voordeel van de wet tot de personen en de vereenigingen met rechtspersoonlijkheid, van Belgische nationaliteit. Het somt vervolgens zekere maatregelen op, welke bestemd zijn om te vermijden dat vergoedingen toegekend worden aan die handelsvennootschappen welke, alhoewel van Belgische nationaliteit zijnde, in werkelijkheid, andere belangen dienen om reden van de overmacht van vreemde elementen in hunne leiding, in hun bestuur, of in hun kapitaal. Voorzeker kan het ten andere voor verbeteringen vatbare voorgesteld stelsel achtenswaardige Belgische belangen schaden; evenwel welke ook de zorg weze welke de wetgever bij het vervullen van zijne opdracht besteedt, is het hem onmogelijk te ontsnappen aan zekere wrijvingen en moet hij dikwerf zooals, terzake hier, tusschen twee kwalen deze kiezen welke hem als de geringste voor de openbare orde voorkomt.

Artikel 1 voorziet het afsluiten van verdragen met wederzijdsche begunstiging welke de volkomene gelijkstelling met Belgen van onderdanen van de Staten, waarmede deze verdragen zullen gesloten worden, zouden ten gevolge hebben; voor wat betreft de handelsvennootschappen, heeft deze schikking namelijk ten gevolge toe te laten, met het oog op de toepassing van de wet, dat de deelneming van onderdanen van de Staten, waarmede een verdrag met wederzijdsche begunstiging zou worden afgesloten, gevoegd worde bij de Belgische deelneming in leiding, beheer of kapitaal.

Het eindalinea van hetzelfde artikel sluit buiten het recht op de herstelling, zij die veroordeeld geweest zijn wegens misdaad of vergriep tegen de veiligheid van de Staat of om de vijandelijke belangen te hebben gediend; deze schikking voorstellende, regelt de Regeering zich naar de door voorgaande regeeringen reeds getroffen maatregelen tegenover de

Belgen, die hunne allereerste plichten hebben vergeten, en stelt op die wijze een der maatregelen voor, welke in de troonrede tegenover die misdadigen werden aangekondigd.

Artikel 2 geeft nadere opheldering aangaande de schade welke op herstelling recht geeft.

Het geldt hier uitsluitelijk schade aan materieel, met uitsluiting van moreele schade.

Deze schade dient vervolgens voort te spruiten uit eenen rechtstreekschen aanslag op het erfgoed door eene der in aanmerking genomen maatregelen of feiten, dat wil zeggen, dat er een rechtstreeksch verband van oorzaak tot uitwerksel dient te bestaan tusschen eene van die maatregelen of eene van die feiten en den aanslag op het erfgoed; eens dit verband vastgesteld, worden de schadeverwekkende gevolgen van dien aanslag hersteld, evenwel slechts in de mate waarin ze uit dien aanslag voortkomen, zonder dat eenige vreemde factor tusschenkome (feit van het slachtoffer, feit van eenen derde, toeval). In andere bewoordingen, heeft het voorstel, bij overeenstemming, de opvatting willen aanvaarden, gegeven door de leer en de rechtspraak aan artikel 1332 van het Burgerlijk Wetboek op de schade voortvloeiende uit het vergriep en uit het quasi-vergriep en welke dient hersteld.

Het ontwerp schuift de onrechtstreeksche en onzekere schade ter zijde zooals met name : inkomsten-verlies, winstgebrek en berooving van winsten, enz.

Er valt aan te merken dat het 3° van artikel 2 eene algemeene draagwijdte heeft en dat met de uitdrukking te reproduceeren, aangenomen in het opschrift van Titel IX van Boek II van het Strafwetboek, het alle aanslagen zoowel op roerend als op onroerend eigendom beoogt.

Bij artikel 3 en 4 worden zekere uitzonderingen vastgesteld.

Het is, inderdaad, niet mogelijk in eene enkele wet de veelvuldige schade te voorzien welke uit oorlogsfeiten voortspruit; de huidige tekst ziet slechts deze schade tegemoet dan in zooverre deze feiten betreft. Bij eene bijzondere wet, waarvan het ontwerp eerlang zal worden ingediend, zal de herstelling geregeld worden van schade voortvloeiende uit het verlies van het menschelijk leven, uit lichamelijke letselen, uit gebrekkelijkheden of uit ziekten alsmede uit de berooving van de vrijheid door den vijand om een politiek feit. Dit des te meer, daar de herstelling van deze schade nauw verbonden is met de vraagstukken, welke het lot der weduwen, weezen en oorlogsinvalieden aanbelangen; te welker overstaan eene hervorming van onze wetgeving op de militaire pensioenen zich opdringt en insgelijks onverwijld in het Parlement zal voorgesteld worden.

Anderszijds heeft de Regeering de voor de herstelling van den nationalen voorspoed te treffen maatregelen aan een onderzoek onderworpen; in dien gedachtengang, onderzoekt zij of het betaamt en in welke mate het mogelijk is, vooralsnog, eene vergoeding te verzekeren voor het verlies van inkomsten of van zekere soorten van inkomsten, namelijk voor de schade voortvloeiende uit het schorsen van de arbeid; de Regeering bereidt

de wetgeving betreffende den bijstand, welken de verschillende factoren van het economisch leven (bazen, bedienden en werklieden) tot hervatting hunner bedrijvigheid noodig hebben.

II.

Hoofdstuk II bepaalt de grondslagen van de raming van de schade.

Hier komen de vraagstukken betreffende de herbesteding van de vergoeding te berde.

Deze wordt in beginsel berekend, naar de waarde van het goed, dat wil zeggen, van het vernield, beschadigd, opgevorderd of weggenomen patrimoniaal bestanddeel, op datum van 1 Augustus 1914 of op dien van zijne aanwerving tijdens den oorlog. Edoch, de herstelling van door dezen berokkende schade is niet alleen een vraagstuk van privaat belang; ze is van aanbelang voor de gansche natie en deze moet zorgen dat het Vaderland zijn machtig nijverheids-, landbouw- en handelsleven van voorheen andermaal ziet herleven, evenals zij haar artistiek karakter en wij zullen het zelfs zeggen, haar gewoon uitzicht dient te hervinden.

Om dien wensch te beantwoorden, verleent het ontwerp aan hem, die het vernield goed in de voorwaarde, bepaald bij artikel 5 en volgende artikelen, herstelt, eene premie van herbesteding waarvan het ontwerp de grondslagen aanduidt en waarvan de Rechtbanken en Hoven voor oorlogsschade het bedrag zullen bepalen. In denzelfden zin, laat artikel 9 de herbesteding toe aan de meerderheid der mede-eigenaars, aan de eigenaars van een bloot eigendom, aan den vruchtgebruiker, aan den erfpachter en zelfs aan den schuldeischer.

Daar de loutere toepassing van deze schikking op de grondstoffen, afgewerkte produkten en in magazijn zijnde koopwaren aan de nijveraars en handelaars zou toelaten een ongebillijke winst te maken, — vermits zij zelf deze alzoo hersamengestelde goederen tegen de huidige prijzen zullen verkoopen, wordt de toelage voor bijkomende kosten van herbesteding, voor deze soort goederen, toegepast op de hoeveelheid, welke er noodig is voor het tijdstip van de bedrijvigheidsherneming, welke wordt geschat op drie maand normale bedrijvigheid, deze laatste bepaald zijnde door de gemiddelde bedrijvigheid der drie laatste jaren vóór den oorlog.

Wat de roerende goederen betreft voor dewelke de herstelling minder onontbeerlijk en meer op onderstelling steunt, laat het ontwerp aan de bevoegde rechtsmachten de zorg over om te waardeeren of er aanleiding bestaat tot het verleenen eener aanvullende vergoeding en welke er de omvang van zal zijn.

De vergoeding van herbesteding is ten andere, bij hare toepassing voor verschillende modaliteiten vatbaar. Zij heeft aanleiding gegeven, in het Fransch Parlement, tot lange besprekingen welke nog niet geeindigd zijn; hun verslag en de bescheiden te hunner gelegenheid gepubliceerd, stellen

nuttige bestanddeelen daar voor de opdracht welke voor onze wetgevende lichamen te wachten staat.

Voor wat de titels aan toonder betreft, vermijdt het ontwerp over herbesteding te spreken, dewijl de Regeering op eene volledige wijze den toestand zal hebben te onderzoeken, welke gemaakt is aan hen die ten gevolge van de oorlogsfeiten er werden van onteigend; deze toestand is heel bijzonder en vergt, inderdaad, een organieke wetgeving.

Artikel 11 verbiedt het verleenen van vergoedingen voor oorlogsschade wanneer er ter gelegenheid van dezelfde feiten andere vergoedingen reeds werden uitbetaald.

III.

Hoofdstuk III regelt de betaling van de vergoeding.

Deze betaling dient zoohaast mogelijk verzekerd; maar, het spreekt van zelf, dat zij onderworpen is aan de geldelijke mogelijkheid welke vooralsnog niet met nauwkeurigheid kan worden bepaald. Daarom heeft het noodig toegeschenen te zeggen dat aan de Regeering de zorg diende toegelaten om de betalingstermijnen bij middel van een koninklijk besluit te bepalen.

Het kwam ook onmisbaar voor dat er diende gezorgd voor de herbesteding van de aanvullende vergoeding, met deze bij voorschotten op afrekeningen te betalen en met de niet herbestede sommen terugvorderbaar te maken.

IV.

Hoofdstuk IV geeft nadere opheldering aangaande verschillende schikkingen betreffende het verbod van samenoptrekken van vergoedingen, de algemeene kosten aan heropbouwning zooals ontruiming, rooijing, enz. De Regeering heeft het niet noodig geacht de afschaffing voor te stellen der thans bestaande wetten op de aansprakelijkheid van den Staat en van andere openbare besturen, om reden van feiten, voorzien bij onderhavig ontwerp. Deze afschaffing zou geen enkel belang aanbieden zoo men aan deze eene terugwerkende kracht gaf, wat een uiterste en steeds gevaarlijke maatregel daartelt, vermits deze wettig aangeworven rechten kan vernietigen.

Artikelen 16 en 18 hebben ten doel de toepassing van de wet te bevorderen, voornamelijk voor wat 's lands economische herstelling betreft; de wet voorziet, te dien einde, eenerzijds de oprichting van vennootschappen onder gëteisterden, voor de heropbouwning van de vernielde of beschadigde goederen; het heeft haar voorgekomen dat dergelijke organismen een groot praktisch nut opleveren en spoedig het nagestreefd doel verwezenlijken zouden; anderzijds stelt het ontwerp bij het Ministerie van Staathuishoudkundige Zaken eene bijzonder Commissie in, welke desnoods in provinciale

Commissies zich zou mogen onderverdeelen en de verzekering van eene methodische toepassing van de wet beoogt, zooveel mogelijk de herstelling van de vernielde of beschadigde goederen te bespoedigen en alle maatregelen te treffen, welke den geteisterden ten bate strekken. Om dergelijk organism aan den gang te stellen zou de Regeering hare toevlucht nemen tot deskundige technici, die haar doelzaam raad zouden kunnen geven in de opdracht toegewezen aan het Ambt voor oorlogsschade, alzoo aan het beginsel gehoorzamende dat tot het benoemen van regeeringsraadsheeren heeft aanleiding gegeven. Zij acht, trouwens, dat de herstelling van het land de samenwerking vereicht van alle mannen van goeden wil alsook een nauwer en nauwer verband tusschen de veelvoudige factoren van 's lands voorspoed.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

**Projet de loi sur la réparation des
dommages résultant des faits de
la guerre.**

**Wetsontwerp op de herstelling der
schade voortspuitende uit de oor-
logsfeiten.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Article unique.

Notre Ministre des Affaires Écono-
miques présentera, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

CHAPITRE I.

**Des bénéficiaires des indemnités,
et des dommages qui donnent
droit à celles-ci.**

ARTICLE PREMIER.

Sont seules admises à l'exercice du
droit à réparation, les personnes phy-
siques ou juridiques de nationalité
belge.

Les sociétés commerciales qui veulent
bénéficier de la présente loi doivent
démontrer qu'elles ont été constituées
en Belgique, qu'elles y ont leur prin-
cipal établissement administratif et
qu'elles étaient administrées et dirigées,
tant au 1^{er} août 1914 qu'au jour de la
promulgation de la présente loi, par
des personnes dont la majorité est de
nationalité belge; cependant ces socié-
tés n'ont point droit à une indemnité
suivant la présente loi, si l'État belge

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Eenig artikel.

Onze Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken zal, in Onzen naam, bij
de Wetgevende Kamers het ontwerp in-
dienen, waarvan hierna de inhoud :

HOOFDSTUK I.

**Personen recht hebbende op ver-
goeding, en schade welke op
vergoeding recht geeft.**

EERSTE ARTIKEL.

Worden alleen gerechtigd hun recht
op herstelling uit te oefenen, de perso-
nen of vereenigingen met rechtspers-
oonlijkheid, van Belgische nationaliteit.

De handelsvenootschappen die voor-
deel willen trekken uit onderhavige wet,
moeten bewijzen dat zij in België opge-
richt werden, dat zij daar hun bestuur-
lijke hoofdinstelling hebben en dat zij
zoowel op 1 Augustus 1914 als op den
dag van de afkondiging van onderhavige
wet beheerd en bestuurd waren door
personen, in meerderheid van Belgische
nationaliteit; deze vennootschappen
hebben evenwel geen recht op eene ver-
goeding volgens onderhavige wet, in-

démontre que la majorité du capital de ces sociétés et éventuellement des titres et parts bénéficiaires émis par elles, était détenue par des étrangers, soit au 1^{er} août 1914, soit au jour de la promulgation de la présente loi.

Les ressortissants des États avec lesquels la Belgique conclura un traité pour la réparation des dommages causés par la guerre, sur la base de la réciprocité, seront assimilés aux Belges pour l'application de la présente loi.

Sont exclus du droit à la réparation, ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation du chef d'infraction aux arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 avril 1917 et aux dispositions du Titre I^{er} du Livre II du Code pénal, ainsi que les sociétés commerciales dont les administrateurs, gérants ou directeurs auraient encouru semblable condamnation et qui auraient tiré profit de leurs agissements. Tout paiement, provisionnel ou définitif, qui leur aura été effectué sera sujet à répétition. En cas de poursuite répressive sur pied des arrêtés-lois susvisés, la procédure de constatation et d'évaluation des dommages dont ils demandent la réparation, de même que l'allocation et le règlement des indemnités provisionnelles ou définitives, seront suspendues jusqu'au jugement définitif rendu sur l'action publique.

ART. 2.

Donnent droit à réparation, les dommages matériels résultant de l'atteinte directe portée, sur le territoire de la Belgique, aux biens meubles et im-

dien de Belgische Staat bewijst dat het grootste gedeelte van het kapitaal dezer vennootschappen en desvoorkomend van de titels en van de winstaandeelen door haar uitgegeven, in bezit was van vreemdelingen, hetzij op 1 Augustus 1914, hetzij op den dag van de afkondiging van onderhavige wet.

De onderdanen der Staten waarmede België een verdrag met wederzijdsche begunstiging zal sluiten voor de herstelling van de schade veroorzaakt door den oorlog, zullen gelijk gesteld worden met de Belgen, voor wat de toepassing van onderhavige wet geldt.

Hebben bij uitsluiting geen recht op vergoeding zij, die veroordeeld geweest zijn wegens overtreding van de wet-besluiten van 10 December 1916 en van 8 April 1917 en van de schikkingen van Titel I van Boek II van het Strafwetboek alsmede de handelsvennootschappen waarvan de beheerders, leiders of bestuurders dergelijke veroordeeling zouden opgelopen en voordeel uit hunne handelingen zouden getrokken hebben. Alle betaling bij voorbaat of eindbetaling hun gedaan, zal kunnen terugopgeëischt worden. In geval van rechtsvervolging tot beteugeling op voet van voormelde wet-besluiten zullen rechtspleging ter bestatiging en ter raming der schade waarvan zij herstelling vragen alsmede toekenning en uitbetaling van de op voorbaat verstrekte vergoeding of van de eindvergoeding opgeschorst worden totdat eene einduitspraak over het openbaar gedaan zij.

ART. 2.

Geeft recht op herstelling : de stoffelijke schade voortspruitende uit den rechtstreekschen aanslag gepleegd, op Belgisch grondgebied, op de roerende

meubles d'une personne déterminée à l'article premier ci-dessus, par :

1° Des mesures prises ou des faits accomplis pour la défense ou la libération du territoire de la Belgique, soit par le Gouvernement belge, soit par un Gouvernement allié, soit par un agent de l'un de ces Gouvernements;

2° Des mesures prises ou des faits accomplis à l'occasion de la guerre sur terre, sur mer et dans l'air, par les puissances ennemies ou l'un de leurs agents ou ressortissants, quel que soit le but de ces mesures ou de ces faits.

Les dommages éprouvés à la suite de l'une des mesures ou de l'un des faits ci-dessus énoncés sont présumés résulter de cette mesure ou de ce fait, sauf la preuve contraire à rapporter par l'État belge;

3° Des crimes et délits commis contre les propriétés par des personnes étrangères aux armées belges, alliées ou ennemies, à la faveur de la désorganisation des pouvoirs publics résultant de la guerre.

ART. 3.

Ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi, les dommages résultant :

1° De la perte de la vie humaine, des lésions corporelles, des infirmités ou des maladies, ainsi que de la privation de la liberté par l'ennemi pour fait politique. La réparation de ces dommages fait l'objet d'une loi particulière;

2° De la privation des revenus professionnels ou autres pendant la guerre.

en onroerende goederen van een bij artikel 1 hierboven bepaald persoon :

1° Door maatregelen getroffen of door daden gepleegd voor de verdediging of de bevrijding van België's grondgebied hetzij door de Belgische Regeering, hetzij door eene verbondene Regeering, hetzij door een agent van eene dezer Regeeringen;

2° Door maatregelen genomen of door daden gepleegd ter gelegenheid van den oorlog te land, te water of in de lucht, door de vijandelijke mogendheden of door een van hunne agenten of onderdanen welke ook het doel van deze maatregelen of deze daden zijn.

De schade ondergaan ten gevolge van eene van vóórmelde maatregelen of daden worden aanzien als voortspuitende uit dien maatregel of uit die daad, tenzij de Belgische Staat het tegenstrijdig bewijs aanvoere;

3° Door misdaden of vergripen bedreven tegen eigendommen, door personen welke niet behooren tot de Belgische, of verbondene of vijandelijke legers, waarbij de uit den oorlog voortvloeiende desorganisatie der openbare machten werd te baat genomen.

ART. 3.

Geeft geene aanleiding tot de herstelling waarmede onderhavige wet zich bezig houdt, de schade voortspruitende :

1° Uit het verlies van het leven, uit lichamelijke letselen, gebrekkelijkheden of ziekten, alsmede uit de berooving van de vrijheid door den vijand wegens een politiek feit. De herstelling van deze schade zal het voorwerp uitmaken van een bijzondere wet;

2° Uit de berooving van bedrijfs- of andere inkomsten tijdens den oorlog.

Une loi particulière réglera les mesures à prendre pour la restauration de la vie économique.

ART. 4.

Ne donnent pas davantage droit à la réparation organisée par la présente loi, les peines appliquées par l'ennemi en vertu des lois pénales belges pour infractions de droit commun. Quant aux peines appliquées par l'ennemi pour des infractions autres que celles prévues à l'alinéa précédent et qui n'ont pas un caractère politique, les Cours et Tribunaux des dommages de guerre apprécient, d'après les circonstances, si le montant des peines pécuniaires doit être remboursé aux personnes qui les ont subies.

CHAPITRE II.

De l'évaluation des dommages.

ART. 5.

Pour les immeubles par nature et par destination, si la victime du dommage s'oblige à reconstituer le bien détruit, endommagé, réquisitionné ou enlevé dans la commune ou dans un rayon à déterminer par les Cours et Tribunaux des dommages de guerre, le dommage est évalué en tenant compte du coût de cette reconstitution au moment où elle sera effectuée. L'engagement sera pris sous la forme d'une déclaration écrite déposée en mains du président du Tribunal des dommages de guerre, au plus tard lors de la comparution fixée par l'article 35 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918; les Cours et Tribunaux des dommages de guerre fixent les délais dans lesquels la reconstitution doit être

De voor de herstelling van het economisch leven te treffen maatregelen zullen bij bijzondere wet geregeld worden.

ART. 4.

Geven evenmin recht op de herstelling waarvan sprake in onderhavige wet : de straffen toegepast door den vijand krachtens de Belgische strafwetten wegens overtreding van het gemeene recht. Wat de straffen betreft, toegepast door den vijand wegens andere overtredingen voorzien in voorgaande alinea en welke niet van politieke aard zijn, zullen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade oordeelen, volgens de omstandigheden, of het bedrag der geldelijke straffen dient terugbetaald aan de personen wien ze werden opgelegd.

HOOFDSTUK II.

Raming der schade.

ART 5.

Voor de onroerende goederen uitteraard en door bestemming, zou het slachtoffer van de schade het op zich neemt het vernield, beschadigd, opgevorderd of weggenomen goed te herstellen, in de gemeente of in een door de Hoven en Rechtsbanken voor oorlogsschade te bepalen gebied, wordt de schade geschat, rekening houdende met de kosten dezer herstelling op het oogenblik dat zij zal gedaan worden. De verbintenis zal worden genomen onder vorm van een schriftelijke verklaring afgeleverd aan den voorzitter van de Rechtbank voor oorlogsschade ten laatste bij de verschijning bepaald bij artikel 35 van het wet-besluit van 22 October 1918; de Hoven en Recht-

terminée et, éventuellement, la réexploitation entamée.

Ils prescrivent en outre toutes les mesures utiles pour assurer l'emploi de l'indemnité à la reconstitution et la réexploitation.

Si la victime du dommage ne prend pas cet engagement ou si elle ne reconstitue et n'exploite pas le bien dans le délai, à l'endroit et aux conditions déterminées, fût-ce par force majeure, cas fortuit, fait du prince, ou décision du Tribunal, l'indemnité est fixée d'après la valeur au 1^{er} août 1914 ou si ce bien a été acquis ultérieurement, d'après sa valeur au moment de son acquisition.

Le Tribunal pourra, sur avis conforme du Commissaire de l'État, soit interdire le remploi, soit en faire une condition de l'octroi de toute indemnité, même de celle prévue à l'alinéa précédent.

ART. 6.

S'il s'agit de monuments civils ou culturels, l'indemnité consiste dans les sommes nécessaires à la reconstruction d'un édifice présentant le même caractère, ayant la même importance, la même destination et offrant les mêmes garanties de durée que l'immeuble détruit. Cette importance et ces garanties sont déterminées, sur la demande des intéressés ou d'office, par la Commission royale des Monuments.

En cas de contestation, il est statué par le Tribunal des dommages de guerre.

banken voor oorlogsschade bepalen den tijd, waarin de herstelling dient vol eindigd en het bedrijf desvoorkomend opnieuw dient aangevangen.

Zij schrijven bovendien al de gepaste maatregelen voor om het besteden der vergoeding tot de heropbouw of tot het opnieuw aanvangen van het bedrijf te verzekeren.

Zoo het slachtoffer van de schade die verbintenis niet aangaat of het goed niet herstelt noch uitbaat binnen den tijd, op de plaats en op de voorwaarden welke werden bepaald, ware het bij overmacht, toeval, eigenmachtige optreding, of beslissing van de Rechtbank, dan wordt de vergoeding bepaald naar de waarde op 1 Augustus 1914 of indien dit goed nadien werd aangeworven, naar de waarde op het oogenblik van de aanwerving.

Op eensluidend advies van den Staatscommissaris zal de Rechtbank hetzij de herbesteding verbieden, het zij er eene voorwaarde van maken voor het verleen van alle vergoeding, zelfs die voorzien bij voorgaand alinea.

ART. 6.

Geldt het burgerlijke gebouwen of gebouwen gebruikt voor eerediensten, dan bestaat de vergoeding in de sommen noodig tot de heropbouw van een gebouw van denzelfden aard en van dezelfde gewichtigheid, met dezelfde bestemming, en dezelfde waarborgen van duur als het vernield gebouw opleverende. Deze gewichtigheid en deze waarborgen worden bepaald op aanvraag der belanghebbenden of van ambtswege door de Koninklijke Commissie van gebouwen.

Bij betwisting wordt er uitspraak gedaan door de Rechtbank voor oorlogsschade.

Le Ministre des Sciences et des Arts statue, après avis favorable de la même Commission, sur la conservation et la consolidation des ruines et éventuellement sur la reconstruction, en leur état antérieur, des monuments présentant un intérêt national, d'histoire ou d'art. Des subventions, à ce destinées, sont inscrites à un chapitre du Budget du Ministère des Sciences et des Arts.

Si la reconstruction n'est pas autorisée sur l'emplacement des ruines, l'indemnité comprend les sommes nécessaires à l'acquisition du nouveau terrain.

ART. 7.

Dans les entreprises industrielles et commerciales, il n'est tenu compte du coût de la reconstitution des matières premières, produits finis et marchandises en magasin enlevés, détruits, réquisitionnés ou détériorés, qu'à concurrence de la quantité de ces matières, produits et marchandises nécessaires à l'exploitation de ces entreprises pendant une période de trois mois d'activité normale; celle-ci est déterminée par la moyenne des trois dernières années qui ont précédé la guerre. Pour le surplus de ces matières, produits et marchandises, il est tenu compte de leur valeur au 1^{er} août 1914 ou au moment de leur acquisition, si elle a été faite pendant la guerre.

ART. 8

Les dommages causés aux biens meubles non compris dans l'article précédent, seront évalués au 1^{er} août 1914

De Minister van Wetenschappen en Kunsten maakt, naar gunstig advies van dezelfde Commissie verordeningen, omtrent de bewaring en de stutting van de puinen en, desvoorkomend, omtrent de heropbouw, in den vorigen staat van de gebouwen met nationaal aanbeveling op het gebied van geschiedenis of van kunst. Daartoe bestemde toelagen worden ingeschreven in eene afdeeling van de Begroting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Zoo de heropbouw niet wordt toegelaten op de plaats der puinen, be draagt de vergoeding de sommen noodig tot den aankoop van het nieuw bouwterrein.

ART. 7.

Voor nijverheids- en handelsbedrijven wordt er geen rekening genomen van kosten van het opnieuw samenstellen van grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren, welke werden weggenomen, vernield, opgeëischt of beschadigd, dan tot het bedrag van de hoeveelheid dezer stoffen, producten en koopwaren noodig tot het uithaten van deze ondernemingen gedurende drie maanden normale bedrijvigheid; deze wordt bepaald door de gemiddelde bedrijvigheid tijdens de drie laatste jaren, welke den oorlog hebben voorafgegaan. Voor de bijkomende grondstoffen, producten en koopwaren, wordt er rekening gehouden met hunne waarde op 1 Augustus 1914 of op het oogenblik hunner aanwerving, zoo deze tijdens den oorlog plaats had.

ART. 8.

De schade berokkend aan de roerende goederen, niet vervat in voorgaand artikel, zal geraamd worden op 1 Augustus

ou au jour de leur acquisition si elle est postérieure à cette date.

Toutefois il sera loisible au Tribunal d'allouer à la victime une indemnité complémentaire pour les meubles compris dans les catégories suivantes :

1^o L'outillage industriel, commercial ou agricole, même non immeuble par destination ;

2^o Les bestiaux, même non immeubles par destination, ainsi que les engrais, semences, récoltes et produits divers nécessaires à la remise en culture jusqu'à la prochaine récolte ;

3^o Les meubles servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice de la profession ;

4^o Les meubles meublants.

L'indemnité complémentaire ne sera allouée que sous la condition du remploi en nature et ne pourra jamais dépasser la valeur des objets au jour de l'évaluation.

ART. 9.

Si parmi les copropriétaires d'un bien, ceux qui constituent la majorité en valeur déclarent vouloir effectuer le remploi, celui-ci est de droit ; l'indivision est alors prorogée pour une période de cinq ans au maximum à dater de la reconstitution de la chose détruite, sur la demande des copropriétaires qui déclarent vouloir effectuer le remploi.

Le remploi est également de droit s'il est voulu, soit par le nupropriétaire, soit par l'usufruitier ou l'emphytéote.

tus 1914 of op den dag hunner aanwerving, zoo deze na dezen datum plaats had.

Evenwel, staat het aan de Rechtbank vrij, aan het slachtoffer of aan dezes rechthebbenden of rechtverkrijgenden eene bijkomende vergoeding te verleenen voor de roerende goederen vervat in volgende soorten :

1^o De nijverheids, handels- of landbouwwerktuigen zelfs zijnde geene onroerende goederen door bestemming ;

2^o Het vee zelfs zijnde geen onroerend goed door bestemming, alsmede de meststoffen, zaden, oogsten en verschillende producten noodig tot de herneming van den akkerbouw tot den naasten oogst ;

3^o De roerende goederen gebruikt bij handels- of beroepsbedrijf ;

4^o Het stoffearend huisraad.

De bijkomende vergoeding zal slechts verleend worden op voorwaarde harer herbesteding in natura en zal nooit de waarde der voorwerpen op den dag der raming mogen te boven gaan.

ART. 9.

Indien zij, onder de mede-eigenaars van een goed, die de meerderheid in waarde voorstellen, verklaren tot de herbesteding te willen overgaan is deze rechtens verplichtend ; het gemeenschapelijk bezit wordt alsdan verlengd voor een tijdstip van hoogstens vijf jaar te rekenen van af de herstelling van het vernield goed, op aanvraag der mede-eigenaars die verklaren tot de herbesteding te willen overgaan.

De herbesteding is insgelijks rechtens verplichtend zoo zij gewild is, hetzij door den bezitter van het bloot eigendom, hetzij door den vruchtgebruiker of door den erfpachter.

Le créancier privilégié, hypothécaire ou antichrésiste ne peut s'opposer au remploi, ni exiger le paiement de sa créance en argent, qu'à l'échéance fixée par le contrat initial, prorogée, sans frais, d'une période correspondant à l'interruption de la jouissance.

Les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, les usufruitiers, les emphytéotes, les titulaires d'un droit réel d'usage ou d'habitation ont leurs droits reportés sur la chose reconstituée.

En cas de non-remploi, les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, ainsi que les créanciers chirographaires peuvent, avec l'autorisation du Tribunal des dommages de guerre, donnée en Chambre du Conseil après avis du Commissaire de l'État, le débiteur entendu, et en souscrivant aux conditions du remploi aux lieu et place du débiteur, être subrogés dans les droits attribués à ce dernier par la présente loi pour la reconstitution de leur gage. Le bénéfice de cette subrogation n'appartient aux étrangers en Belgique que dans les conditions prévues au § 3 de l'article premier.

Les créanciers ne peuvent exercer l'action qui leur est réservée qu'après un délai de quinze jours à compter de la mise en demeure faite par eux à leur débiteur. Au cas de demande introduite par l'ayant droit, l'intéressé en est avisé

De bevoorrechte schuldeischer, de hypotheekgever of de schuldeischer bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, mag zich niet tegen de herbesteding verzetten, noch in geld de betaling eischen van zijne schuldvordering dan op den vervalltermijn bepaald bij de aanvangsovereenkomst, kosteloos verlengd met een termijn overeenkomende met de opschorsing van het vruchtgebruik.

De rechten der bevoorrechte schuldeischers, der hypotheekgevers of der schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, der vruchtgebruikers, der erfpachters, der titularissen van een werkelijk recht van gebruik of van woon zijn overgedragen op het nieuw samengesteld voorwerp.

Bij niet-herbesteding, mogen de bevoorrechte schuldeischers, de hypotheekgevers of de schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, alsmede de onbevoorrechte schuldeischers, met de toelating van de Rechtbank voor oorlogsschade, toelating gegeven in Raads-kamer, na advies van den Staatscommissaris, den schuldenaar gehoord hebbende, en mits in plaats van den schuldenaar te onderschrijven aan de voorwaarden van de herbesteding, vervangen worden in de rechten bij onderhavige wet aan dezen laatste voor de herstelling van hun pand toegekend. Het voordeel van deze vervanging behoort niet aan de vreemdelingen in België dan in de voorwaarden voorzien bij § 3 van artikel 1.

De schuldeischers mogen den hun voorbehouden eisch niet uitoefenen dan na eenen termijn van vijftien dagen, te rekenen van af de invertoestelling gedaan door hen aan hunnen schuldenaar. In geval van eisch, ingediend door

par les soins du greffier du Tribunal ou de la Cour des dommages de guerre.

En cas de non-emploi, l'indemnité est attribuée aux créanciers privilégiés hypothécaires ou antichrésistes, suivant leur rang, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse.

Les oppositions au paiement doivent être formées dans le mois qui suivra la fixation définitive de l'indemnité. Passé ce délai, les paiements effectués sont valables.

Si l'immeuble est grevé de droits d'usage ou d'habitation ou de services fonciers, l'indemnité est répartie entre le propriétaire et les titulaires de ces droits, au prorata de la valeur relative de leurs droits respectifs.

ART. 10.

Lorsqu'il est établi que des mesures ont été prises ayant pour objet d'empêcher l'extension ou l'aggravation des dommages, tant immobiliers que mobiliers, une indemnité peut être accordée par le Tribunal des dommages de guerre en remboursement intégral ou partiel des dépenses dûment justifiées qui ont été effectuées à titre conservatoire.

ART. 11.

Les indemnités attribuées par la présente loi ne peuvent se cumuler avec aucune autre indemnité reçue à l'occa-

den rechthebbende, wordt deze den belanghebbende ter kennis gebracht door het toedoen van den griffier van de Rechtbank of van het Hof voor oorlogschade.

Bij niet-herbesteding, wordt de vergoeding toegekend aan de bevoorrechte schuldenaars, aan de hypotheekgevers of aan de schuldeischers bij eene verpanding van het vruchtgebruik van een onroerend goed, volgens hun rang, zonder dat er eene bijzondere machtiging noodig zij.

Het verzet tegen de betaling dient aangeteekend, binnen de maand volgende op de eindbepaling der vergoeding. Eens deze termijn verstreken, zijn de gedane betalingen geldig.

Zoo het onroerend goed belast is met gebruiks- of woonrechten of met grondrechten, wordt de vergoeding verdeeld tusschen den eigenaar en de uit deze rechten baat trekkende personen naar de verhouding van de betrekkelijke waarde hunner wederzijdsche rechten.

ART. 10.

Wanneer er vastgesteld is dat er maatregelen werden genomen om de uitbreiding of de verzwaring van de zoowel aan onroerende als aan roerende goederen aangerichte schade te beletten, mag eene vergoeding toegestaan worden door de Rechtbank voor oorlogschade in algemeene of gedeeltelijke terugbetaling van behoorlijk gerechtvaardigde uitgaven, welke bij wijze van bewaring werden gedaan.

ART. 11.

De vergoedingen toegekend bij onderhavige wet mogen niet verleend worden wanneer er reeds eene andere vergoeding

sion des mêmes faits, sauf toutefois les sommes allouées pour la construction d'abris provisoires.

CHAPITRE III.

Du paiement de l'indemnité.

ART. 12.

Le Gouvernement fixera, par arrêté royal et selon les possibilités financières, les délais de paiement des indemnités tant provisionnelles que définitives.

Le paiement est effectué sur production d'une expédition du jugement ou de l'arrêt et d'un certificat délivré, tant par le greffier de la Cour des dommages de guerre que par celui de la Cour de cassation, constatant que cette décision n'a été l'objet d'aucun recours dans le délai légal.

Chaque fois qu'il y aura lieu à emploi, l'indemnité sera payée de la manière suivante :

La moitié à l'expiration du délai fixé par l'arrêté royal ;

Le solde sur justification des travaux effectués ou des fournitures livrées.

Les sommes payées sous condition de reconstitution et qui n'auraient pas été remployées à cette fin seront sujettes à répétition.

CHAPITRE IV.

Dispositions diverses.

ART. 13.

Le bénéfice de la présente loi ne peut

verleend ter gelegenheid van dezelfde feiten; evenwel komen voor het bouwen van tijdelijke dekkingen toegekende sommen hierbij niet in aanrekening.

HOOFDSTUK III.

Betaling der vergoeding.

ART. 12.

De Regeering zal bij koninklijk besluit en volgens de financieele mogelijkheden, de betalingstermijnen bepalen zoowel van de bij voorbaat te verleenen vergoedingen als van de eindvergoedingen.

De betaling geschiedt op vertoon van een afschrift van het vonnis of van het besluit en van een zoowel door den griffier van het Hof voor oorlogsschade als door dien van het Verbrekingshof afgeleverd bewijsschrift, dat vaststelt dat deze beslissing niet het voorwerp geweest is van eenig verhaal in den wettelijken termijn.

Telkens dat er aanleiding tot herbesteding zal bestaan, zal de vergoeding volgender wijze betaald worden :

De helft bij het verstrijken van den termijn, voorzien bij voorgaand alinea ;

De slotbetaling op indiening van het bewijs dat de werken werden uitgevoerd of de leveringen gedaan.

De op voorwaarde van heropbouwning betaalde sommen welke tot dit doel niet zouden aangewend worden, zijn heropeischbaar.

HOOFDSTUK IV.

Verschillende schikkingen.

ART. 13.

Het bij onderhavige wet verstrekt

être cumulé avec celui d'aucune autre loi relative à la responsabilité de l'État et des administrations publiques.

ART. 14.

Les frais de déblaiement, de délimitation, d'alignement et de nivellement des voies publiques sont à charge de l'État.

ART. 15.

Les sociétés civiles ayant pour objet la reconstitution des biens détruits, endommagés, réquisitionnés ou enlevés par faits de guerre peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales en se soumettant aux dispositions des lois du 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886, 16 mai 1901 et 25 mai 1913 coordonnées.

ART. 16.

• Sont déchus de tout droit à l'indemnité, ceux qui n'auront pas remis la demande d'évaluation au bourgmestre, conformément à l'article 27 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE V.

Commission des dommages de guerre.

ART. 17.

Il est institué, au Ministère des Affaires Économiques, une Commission des dommages de guerre, chargée de déterminer toutes les mesures de nature à atténuer le préjudice subi par les sinistrés ou à hâter la reconstitution

voordeel mag niet te zamen genoten worden met dit van elk andere wet, betreffende de aansprakelijkheid van den Staat en van de openbare besturen.

ART. 14.

De kosten van ontruiming, afbakening, rooijing en waterpassing van de openbare wegen vallen ten laste van den Staat.

ART. 15.

De burgerlijke vennootschappen welke de heropbouw van bij den oorlog vernielde, beschadigde, opgevorderde of weggenomen goederen ten doel hebben, mogen, zonder hun burgerlijk karakter te verliezen, den vorm aannemen van handelsvennootschappen mits de schikkingen na te komen van de samengeordende wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1884, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901 en 25 Mei 1913.

ART. 16.

Blijven vervallen verklaard van alle recht op de vergoeding, zij, die niet de aanvraag tot raming aan den burgermeester zullen afgeleverd hebben, overeenkomstig artikel 27 van het wetbesluit van 23 October 1918, binnen de zes maand, volgende op de afkondiging van onderhavige wet.

HOOFDSTUK V.

Commissie voor oorlogsschade.

ART. 17.

Er wordt bij het Ministerie van Staatshuishoudkundige Zaken een Commissie voor oorlogsschade aangesteld belast met al de maatregelen te bepalen, welke van aard zijn het aan den geteisterden berokkend nadeel te verzachten of de

des biens détruits ou endommagés, de favoriser le groupement des sinistrés dans le but de réaliser cette reconstitution dans des conditions aussi favorables que possible, de veiller à ce que les sinistrés soient à même de se servir de tous les matériaux pouvant être utilisés en vue du rétablissement des choses détruites ou détériorées, de contrôler l'emploi par les sinistrés des sommes mises à leur disposition à titre de secours en vue de la reconstitution des biens.

ART. 18.

Cette Commission se compose de cinq membres au moins, plus un secrétaire, nommés par arrêté royal. Elle est présidée par le Ministre des Affaires Économiques ou son délégué.

ART. 19.

Un arrêté royal règle le fonctionnement de la Commission et fixe les jetons de présence alloués à ses membres ainsi que l'indemnité attribuée au secrétaire.

ART. 20.

Le Roi peut, en outre, instituer des Commissions provinciales de dommages de guerre dont il détermine la composition et le fonctionnement.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

heropbouw der vernielde of beschadigde goederen te bespoedigen, de groepeerings der geteisterden ter verwezenlijking in zoo gunstig mogelijke voorwaarden der heropbouw te begunstigen, te zorgen dat de geteisterden in staat worden gesteld om zich te bedienen van al de bouwstoffen welke kunnen gebruikt worden om de vernielde of beschadigde voorwerpen te herstellen, het gebruik na te zien welke de geteisterde maken van de sommen welke, met het oog op de heropbouw der goederen, hun als hulpgeld ter beschikking werden gesteld.

ART. 18.

Deze Commissie bestaat uit minstens vijf leden en uit eenen secretaris, benoemd bij koninklijk besluit. Zij is voorgezeten door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken of door dezes gemachtigde.

ART. 19.

Bij koninklijk besluit wordt de werking van de Commissie geregeld en de aan hare leden toegekende presentiepenningen alsmede de aan den secretaris verleende vergoeding bepaald.

ART. 20.

De Koning mag bovendien provinciale Commissies voor oorlogsschade aanstellen waarvan hij de samenstelling en de werking zal bepalen.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Économiques,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.